Les États-Unis font des pas dans la bonne direction, mais le blocus demeure

Le 14 janvier 2025, le gouvernement des États-Unis a annoncé sa décision : 1) de retirer Cuba de la liste des pays qui, selon le Département d'État, soutiennent le terrorisme ; 2) d'utiliser la prérogative présidentielle pour empêcher l'action devant les tribunaux des États-Unis des procès intentés en vertu du titre III de la loi Helms-Burton ; et 3) d'éliminer la liste des entités cubaines restreintes qui désigne un groupe d'institutions avec lesquelles il est interdit aux citoyens et aux institutions des États-Unis d'effectuer des transactions financières, ce qui a eu un effet sur des pays tiers.

Malgré son caractère limité, il s'agit d'une décision qui va dans la bonne direction et qui est conforme à la demande soutenue et ferme du gouvernement et du peuple cubains, ainsi qu'à l'appel large, catégorique et réitéré de nombreux gouvernements, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes, de Cubains vivant à l'étranger, d'organisations politiques, religieuses et sociales, et de nombreuses personnalités politiques aux États-Unis et dans d'autres pays. Le gouvernement cubain les remercie tous pour leur contribution et leur sensibilité.

Cette décision met fin à des mesures coercitives spécifiques qui, comme beaucoup d'autres, causent de graves dommages à l'économie cubaine et ont de graves répercussions sur la population. C'est et cela a été un problème dans les échanges officiels de Cuba avec le gouvernement américain.

Il est important de noter que le blocus économique et plusieurs des dizaines de mesures coercitives mises en place depuis 2017 pour le renforcer restent en vigueur, avec un plein effet extraterritorial et en violation du droit international et des droits de l'homme de tous les Cubains.

Pour ne citer que quelques exemples, la persécution illégale et agressive des approvisionnements en carburant que Cuba a le droit légitime d'importer se poursuit. La persécution cruelle et absurde des accords légitimes de coopération médicale internationale conclus par Cuba avec d'autres pays se poursuit, menaçant de priver des millions de personnes de services de santé et limitant le potentiel du système de santé publique cubain. Les transactions financières internationales de Cuba ou celles de tout ressortissant lié à Cuba restent interdites et font l'objet de représailles. Les navires marchands qui accostent à Cuba restent également menacés.

Par ailleurs, il est interdit à tout citoyen américain, à toute société et à toute filiale d'une société américaine de commercer avec Cuba ou des entités cubaines, sauf exceptions très restreintes et réglementées. Le harcèlement, l'intimidation et les menaces à l'encontre des ressortissants de tout pays ayant l'intention de commercer ou d'investir à Cuba continuent de faire partie de la politique officielle des États-Unis. Cuba reste une destination que le gouvernement américain interdit à ses citoyens de visiter.

La guerre économique reste et persiste à constituer l'obstacle fondamental au développement et au redressement de l'économie cubaine, avec un coût humain élevé pour la population, et continue à stimuler l'émigration.

La décision annoncée aujourd'hui par les États-Unis corrige, de manière très limitée, certains aspects d'une politique cruelle et injuste. Il s'agit d'une correction qui intervient maintenant, à la veille d'un changement de gouvernement, alors qu'elle aurait dû être faite il y a des années, comme un acte élémentaire de justice, sans rien exiger en retour et sans fabriquer de prétextes pour justifier l'inaction, si l'on voulait agir correctement. Pour exclure Cuba de la liste arbitraire des États soutenant le terrorisme, il aurait dû suffire de reconnaître la vérité, l'absence totale de raisons pour une telle désignation et la performance exemplaire de notre pays dans la lutte contre le terrorisme, ce que même les agences gouvernementales américaines ont admis.

On sait que le gouvernement américain pourrait revenir à l'avenir sur les mesures adoptées aujourd'hui, comme cela s'est produit en d'autres occasions et comme signe du manque de légitimité, d'éthique, de cohérence et de raison dans sa conduite à l'égard de Cuba.

Pour ce faire, les politiciens américains ne s'arrêtent généralement pas à la recherche d'une justification honnête, tant que la vision décrite en 1960 par le secrétaire d'État adjoint de l'époque, Lester Mallory, et l'objectif qu'il a décrit de soumettre les Cubains par le biais d'un siège économique, de la misère, de la faim et du désespoir, restent en vigueur. Ils ne s'arrêteront pas aux justifications tant que ce gouvernement restera incapable de reconnaître et d'accepter le droit de Cuba à l'autodétermination, et tant qu'il restera disposé à assumer le coût politique de l'isolement international causé par sa politique génocidaire et illégale d'asphyxie économique de Cuba.

Cuba continuera à affronter et à dénoncer cette politique de guerre économique, les programmes du gouvernement cubain et les politiques du peuple cubain.

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/374116-les-etats-unis-font-des-pas-dans-la-bonne-direction-mais-le-blocus-demeure

Radio Habana Cuba